

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204825]

19 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mars 2014 instituant une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée Cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Vu le décret du 10 juillet 2013 portant assentiment à l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Vu le décret du 27 mars 2014 instituant une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée Cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé, notamment les articles 1^{er}, 2, 10, 17, 20 et 22;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2014;

Vu l'avis n° 18/2014 donné le 19 mars 2014 par la Commission de protection de la vie privée;

Vu l'avis n° 56.022/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président, en charge de la simplification administrative et de l'E-Gouvernement, du Ministre qui a le Logement dans ses attributions, du Ministre de l'Emploi et de la Formation et de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o « CENM » : la banque de données issues de sources authentiques créée par l'article 2 du décret du 27 mars 2014 instituant une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée Cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé;

2^o « e-Wallonie-Bruxelles Simplification » : le service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique visé par l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

3^o « BCED » : la Banque carrefour d'échange de données instituée au sein d'e-Wallonie-Bruxelles Simplification par l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

4^o « Ministre » : le Ministre en charge de la Simplification administrative et de l'E-Gouvernement.

Art. 2. Les participants au Cadastre de l'emploi non-marchand sont les autorités publiques suivantes :

1^o la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie;

2^o la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

3^o l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, en abrégé « AWIPH »;

4^o l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en abrégé « FOREm »;

5^o l'Institut wallon de Formation en alternance des Indépendants et des P.M.E., en abrégé « IFAPME »;

6^o le Fonds du Logement de Wallonie, en abrégé « FLW ».

Art. 3. Le Gouvernement dresse la liste des dispositifs concernés par le CENM.

Art. 4. La demande d'accès et de rectification s'exercera via le gestionnaire du CENM qui adresse les requêtes aux sources authentiques et aux banques de données issues de sources authentiques dans le respect :

1^o des articles 10, § 1^{er}, et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel ainsi que tous les arrêtés pris en exécution de la loi;

2^o de l'article 17 de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative.

Une consultation par voie électronique pourra être organisée et la possibilité d'une consultation papier sera également préservée.

CHAPITRE II. — Gestionnaire du CENM et modalités de collaboration avec les participants

Art. 5. Il est créé au sein du pôle organisationnel de la BCED, institué au sein d'e-Wallonie-Bruxelles Simplification, un service du CENM.

Le service est le gestionnaire du CENM, avec l'appui de la BCED.

Sans préjudice des règles fixées aux articles 6 et suivants, le service relève de l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant d'e-Wallonie-Bruxelles Simplification qui en assure la gestion journalière et les règles d'organisation et de fonctionnement applicables à e-Wallonie-Bruxelles Simplification sont applicables au service du CENM.

Art. 6. § 1^{er}. La gestion stratégique et opérationnelle du CENM est confiée à un comité de pilotage composé de la manière suivante :

1° un représentant du gestionnaire du CENM;

2° deux représentants de la BCED, dont un du pôle informatique émanant des services du Gouvernement wallon en charge de l'informatique administrative;

3° le fonctionnaire dirigeant d'e-Wallonie-Bruxelles Simplification ou la personne qu'il mandate;

4° un représentant désigné par chaque participant au Cadastre de l'emploi non-marchand.

Les membres du comité de pilotage ont voix délibérative.

§ 2. Siègent également au sein du comité de pilotage, avec voix consultative :

1° un représentant de l'Institut wallon de l'étude, de la prospective et de la statistique, en abrégé « IWEPS »;

2° un représentant de la Direction de l'Emploi non marchand du Ministère de la Communauté française.

Art. 7. § 1^{er}. Le comité de pilotage est chargé :

1° d'établir le plan stratégique des activités du CENM et de fixer le programme annuel des activités;

2° d'établir le budget d'un exercice dans le respect du calendrier fixé par la circulaire budgétaire et, le cas échéant, de l'adapter au cours de l'exercice;

3° d'approuver le rapport annuel d'activités qui contient un bilan des actions menées durant l'année écoulée au regard du programme annuel des activités fixé, des informations relatives à l'évolution globale du CENM et des données chiffrées;

4° d'arrêter les comptes de l'année écoulée qui seront annexés au rapport annuel d'activités;

5° de marquer son accord sur les marchés publics de fournitures ou de services nécessaires pour le CENM.

§ 2. Le plan stratégique des activités du CENM et le rapport annuel d'activités sont soumis, dans le mois de leur établissement, pour avis au Conseil économique et social de Wallonie préalablement à leur approbation définitive par le comité de pilotage.

Art. 8. Le comité de pilotage peut associer à ses discussions des experts extérieurs en fonction des besoins.

Art. 9. Le comité de pilotage est présidé alternativement et par année civile par les représentants visés à l'article 2.

Le secrétariat du Comité de pilotage est assuré par le représentant du gestionnaire visé à l'article 7, § 1^{er}, 1°.

Art. 10. Le président du comité de pilotage dirige les débats.

Le président convoque les membres du comité de pilotage par écrit ou par courriel au moins cinq jours ouvrables à l'avance.

La convocation précise l'ordre du jour. Elle comporte les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour. En cas d'urgence, la transmission peut être effectuée au plus tard la veille du jour de la réunion.

Art. 11. Le comité de pilotage délibère valablement si la majorité de ses membres avec voix délibérative est présente ou représentée.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, le comité de pilotage délibère sous réserve d'une ratification formelle de ses décisions lors de la réunion suivante.

Art. 12. Le comité de pilotage délibère collégalement selon la procédure du consensus.

Art. 13. En cas d'urgence ou de nécessité dûment motivée, il peut être procédé à une consultation écrite des membres du comité de pilotage entre deux réunions.

Il peut également être procédé, avec l'accord des membres, à un « comité de pilotage électronique » ne nécessitant pas une réunion présentielle et permettant une validation rapide d'un document ou d'une orientation importante.

La délibération du comité de pilotage est uniquement valable si la majorité de ses membres a fait parvenir son suffrage dans les formes et les délais requis visés à l'article 15.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

Toute décision prise conformément à la procédure visée à l'alinéa 1^{er} fait obligatoirement l'objet d'une ratification formelle lors de la réunion suivante au comité de pilotage.

Art. 14. Les délibérations et les décisions du comité de pilotage sont consignées dans un projet de procès-verbal.

Le procès-verbal est envoyé de manière électronique dans les cinq jours ouvrables à dater de la réunion aux membres du comité de pilotage. Les membres du comité de pilotage disposent de dix jours ouvrables pour faire part par écrit de leurs observations.

En l'absence de remarque à l'expiration du délai, le projet de procès-verbal est considéré comme approuvé et signé, éventuellement électroniquement, par le président.

Si, dans le délai imparti, un membre du comité de pilotage a émis une observation, le projet de procès-verbal est soumis avec l'observation à la réunion suivante du comité de pilotage, qui se prononce sur son approbation.

Une copie du procès-verbal approuvé est envoyée électroniquement aux membres du comité de pilotage.

Les procès-verbaux approuvés sont repris dans un registre particulier géré par le gestionnaire visé au Chapitre II. Le registre peut être tenu sous format électronique.

Art. 15. Le Comité de pilotage arrête son règlement d'ordre intérieur.

Les modalités de la consultation écrite ainsi que la consultation électronique visée à l'article 13 sont fixées dans ce règlement.

Les modalités déterminent au moins les moyens de communication auxquels il est recouru pour consulter les membres, le contenu de la consultation écrite et de la consultation électronique, les voies par lesquelles les membres font part de leur suffrage quant à la proposition soumise et le délai endéans lequel le suffrage est être émis.

Art. 16. Le décret du 27 mars 2014 instituant une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée Cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 17. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204825]

19. JUNI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 27. März 2014 zur Errichtung einer Datenbank aus authentischen Quellen betreffend die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie mit der Bezeichnung "Cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie" (Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie), abgekürzt "CENM"

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative;

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 zur Errichtung einer Datenbank aus authentischen Quellen betreffend die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie mit der Bezeichnung "cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie" (Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie), abgekürzt "CENM", insbesondere der Artikel 1, 2, 10, 17, 20 und 22;

Aufgrund des am 27. Januar 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. Januar 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 19. März 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 18/2014 des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens;

Aufgrund des am 12. Mai 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.022/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers-Präsidenten, der für die administrative Vereinfachung und die E-Regierung zuständig ist, des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, des Ministers für Beschäftigung und Ausbildung und der Ministerin für Gesundheit und soziale Maßnahmen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1. - Im Sinne dieses Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o "CENM": die Datenbank aus authentischen Quellen, die durch Artikel 2 des Dekrets vom 27. März 2014 zur Errichtung einer Datenbank aus authentischen Quellen betreffend die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie mit der Bezeichnung "cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie" (Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie), abgekürzt "CENM", eingerichtet wurde;

2^o "e-Wallonie-Bruxelles Simplification": die gemeinsame Dienststelle für administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zur Organisierung eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS";

3^o "BCED": die zentrale Datenaustauschbank (frz. "Banque carrefour d'échange de données"), die durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative innerhalb "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonie-Brüssel Vereinfachung) eingerichtet wurde;

4^o "Minister": der Minister, der für administrative Vereinfachung und die E-Regierung zuständig ist.

Art. 2 - Die Teilnehmer am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor sind folgende öffentliche Behörden:

1^o die operative Generaldirektion Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit des Öffentlichen Dienstes der Wallonie,

2^o die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie,

3^o die "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen), abgekürzt "AWIPH",

4^o das "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), abgekürzt "FOREm",

5^o das "Institut wallon de Formation en alternance des Indépendants et des P.M.E." (Wallonisches Institut für die alternierende Ausbildung der Freiberufler und der KMB), abgekürzt "IFAPME",

6° der "Fonds du Logement de Wallonie" (Wohnungsfonds der Wallonie), abgekürzt "FLW".

Art. 3 - Die Regierung erstellt die Liste der durch das CENM betroffenen Regelungen.

Art. 4 - Zugriffs- und Berichtigungsanträge werden durch die Vermittlung des CENM-Verwalters gestellt, der sie an die authentischen Quellen und Datenbanken aus authentischen Quellen richten wird unter Einhaltung

1° der Artikel 10 § 1 und 12 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten, sowie aller in Ausführung desselben verabschiedeten Erlasse;

2° von Artikel 17 des Zusammenarbeitsabkommens vom 23. Mai 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative.

Die Möglichkeit einer Einsichtnahme auf elektronischem Wege wird verschafft werden können und die einer Einsichtnahme in Papierform ebenfalls beibehalten werden.

KAPITEL II — CENM-Verwalter und Modalitäten der Zusammenarbeit mit den Teilnehmern

Art. 5 - Innerhalb des Organisationszentrums der BCED, das innerhalb "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" eingerichtet wurde, wird eine CENM-Dienststelle gebildet.

Diese Dienststelle verwaltet das CENM mit der Unterstützung der BCED.

Unbeschadet der Vorschriften von Artikel 6ff. untersteht die CENM-Dienststelle der Dienstaufsicht des leitenden Beamten von "e-Wallonie-Bruxelles Simplification", der deren tägliche Geschäftsführung übernimmt, und unterliegt sie den auf "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" anwendbaren Regeln in Bezug auf die Organisation und die Arbeitsweise.

Art. 6 - § 1. Ein wie folgt zusammengesetzter Lenkungsausschuss wird mit der strategischen und operativen Verwaltung des CENM betraut:

1° ein Vertreter des CENM-Verwalters,

2° zwei Vertreter der BCED, darunter ein Vertreter des IT-Zentrums, der von den für verwaltungsbezogene Datenverarbeitung zuständigen Dienststellen der Wallonischen Regierung abgeordnet wird,

3° der leitende Beamte von "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" oder die von ihm bevollmächtigte Person,

4° ein von jedem Teilnehmer am Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor benannter Vertreter.

Die Mitglieder des Lenkungsausschusses haben eine beschließende Stimme.

§ 2. Folgende Personen nehmen ebenfalls an den Sitzungen des Lenkungsausschusses mit beschließender Stimme teil:

1° ein Vertreter des "Institut wallon de l'étude, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik), abgekürzt "IWEPS",

2° ein Vertreter der Direktion der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft.

Art. 7 - § 1. Der Lenkungsausschuss wird damit beauftragt,

1° den strategischen Tätigkeitsplan des CENM zu erarbeiten und das Jahresarbeitsprogramm festzulegen,

2° den Haushaltsplan eines Haushaltsjahrs unter Einhaltung des durch Haushaltsrundschriften festgelegten Zeitplans aufzustellen und ihn ggf. während des Haushaltsjahrs anzupassen,

3° dem jährlichen Tätigkeitsbericht, der eine Bilanz der im vorangegangenen Jahr durchgeführten Maßnahmen enthält, in Anbetracht des festgelegten Jahresarbeitsprogramms, der Informationen zur gesamten Entwicklung des CENM und der Zahlenangaben zuzustimmen,

4° die Abrechnung des abgelaufenen Jahres zu erstellen, der dem jährlichen Tätigkeitsbericht beigefügt wird, und

5° seine Zustimmung zu den öffentlichen Liefer- und Dienstleistungsaufträgen zu geben, die für das CENM notwendig sind.

§ 2. Der strategische Tätigkeitsplan des CENM und der jährliche Tätigkeitsbericht werden innerhalb eines Monats nach deren Ausarbeitung dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie zur Begutachtung vorgelegt, bevor sie vom Lenkungsausschuss endgültig angenommen werden.

Art. 8 - Der Lenkungsausschuss kann externe Sachverständige je nach Bedarf in seine Diskussionen einbeziehen.

Art. 9 - Je Kalenderjahr wird der Vorsitz des Lenkungsausschusses abwechselnd von den Vertretern nach Artikel 2 geführt.

Die Sekretariatsaufgaben des Lenkungsausschusses werden von dem in Artikel 6 § 1 Ziffer 1° genannten Vertreter des Verwalters übernommen.

Art. 10 - Der Vorsitzende des Lenkungsausschusses leitet die Beratungen.

Mindestens fünf Werktage im Voraus lädt der Vorsitzende die Mitglieder des Lenkungsausschusses schriftlich oder per E-Mail ein.

In der Einladung wird die Tagesordnung angegeben. Die Unterlagen im Zusammenhang mit den Tagesordnungspunkten werden ihr beigefügt. In Dringlichkeitsfällen darf die Zustellung spätestens am Vortag der Versammlung erfolgen.

Art. 11 - Die Beschlüsse des Lenkungsausschusses sind gültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend oder vertreten ist.

Falls der Anteil gemäß Artikel 1 nicht erreicht ist, trifft der Lenkungsausschuss seine Beschlüsse unter Vorbehalt ihrer förmlichen Ratifizierung in der nächsten Sitzung.

Art. 12 - Der Lenkungsausschuss trifft seine Beschlüsse kollegial im Konsensverfahren.

Art. 13 - In ordnungsgemäß begründeten Dringlichkeits- oder Notfällen können die Mitglieder des Lenkungsausschusses zwischen zwei Versammlungen schriftlich zu Rate gezogen werden.

Mit dem Einverständnis der Mitglieder kann auch ein sog. "elektronischer Lenkungsausschuss" zusammentreten, der keiner physischen Anwesenheit bei den Versammlungen bedarf und die schnelle Billigung einer wichtigen Unterlage oder Ausrichtung ermöglicht.

Die Beschlussfassung des Lenkungsausschusses ist nur gültig, wenn die Mehrheit der Mitglieder ihre Stimme form- und fristgerecht nach Artikel 15 abgegeben hat.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Jeder gemäß dem Verfahren in Absatz 1 gefasste Beschluss braucht unbedingt in der nächstfolgenden Sitzung des Lenkungsausschusses förmlich ratifiziert zu werden.

Art. 14 - Die Beratungen und Beschlüsse des Lenkungsausschusses werden in einem Protokollentwurf eingetragen.

Das Protokoll wird binnen fünf Werktagen nach der Versammlung den Lenkungsausschussmitgliedern auf elektronischem Wege zugesandt. Die Lenkungsausschussmitglieder verfügen über zehn Werktage, um ihre Anmerkungen schriftlich mitzuteilen.

Wurden bei Ablauf der Frist keine Anmerkungen vorgebracht, so wird davon ausgegangen, dass dem Protokoll zugestimmt wurde, und es wird vom Vorsitzenden - ggf. elektronisch - unterzeichnet.

Wenn ein Mitglied des Lenkungsausschusses innerhalb der eingeräumten Frist eine Anmerkung gemacht hat, wird der Protokollentwurf zusammen mit der Anmerkung in der folgenden Sitzung des Lenkungsausschusses vorgelegt, in der über dessen Bestätigung beschlossen wird.

Eine Abschrift des bestätigten Protokolls wird den Lenkungsausschussmitgliedern auf elektronischem Wege übermittelt.

Die bestätigten Protokolle werden in ein Sonderregister aufgenommen, das von dem in Kapitel II genannten Verwalter - eventuell in elektronischer Form - geführt wird.

Art. 15 - Der Lenkungsausschuss legt seine interne Geschäftsordnung fest.

In dieser Geschäftsordnung werden die Einzelheiten zur Zurateziehung auf schriftlichem Wege und auf elektronischem Wege gemäß Artikel 13 festgelegt.

Zu diesen Einzelheiten gehört mindestens die Bestimmung der für die Zurateziehung der Mitglieder benutzten Kommunikationsmittel, des Inhalts der Zurateziehung auf schriftlichem bzw. elektronischem Wege, der Art und Weise, wie die Mitglieder ihre Stimme zum betreffenden Vorschlag abgeben können, und der Frist, innerhalb deren die Stimmabgabe stattfinden muss.

Art. 16 - Das Dekret vom 27. März 2014 zur Errichtung einer Datenbank aus authentischen Quellen betreffend die Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie mit der Bezeichnung "cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie" (Kataster der Beschäftigung im nichtgewerblichen Sektor in der Wallonie), abgekürzt "CENM", und der vorliegende Erlass treten am 1. Juli 2014 in Kraft.

Art. 17 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juni 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204825]

19 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 tot instelling van een bank van gegevens uit authentieke bronnen betreffende de non-profit tewerkstelling in Wallonië, met name het Kadaster van de non-profit tewerkstelling in Wallonië, afgekort « CENM »

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 tot instelling van een bank van gegevens uit authentieke bronnen betreffende de non-profit tewerkstelling in Wallonië, met name het Kadaster van de non-profit tewerkstelling in Wallonië, afgekort « CENM », inzonderheid op de artikelen 2, 10, 17, 20 en 22;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 januari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2014;

Glet op het advies nr. 18/2014 uitgebracht op 19 maart 2014 door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op advies 56.022/2 van de Raad van State, gegeven op 12 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Präsident, belast met de administratieve vereenvoudiging en de E-Regering, de Minister van Huisvesting, de Minister van Economie en Vorming en de Minister van Gezondheid en Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « CENM » : de bank van gegevens uit authentieke bronnen opgericht krachtens artikel 2 van decreet van 27 maart 2014 tot instelling van een bank van gegevens uit authentieke bronnen betreffende de non-profit tewerkstelling in Wallonië, met name het Kadaster van de non-profit tewerkstelling in Wallonië, afgekort « CENM » ;

2° « e-Wallonie-Bruxelles Simplification » (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging): de gemeenschappelijke dienst inzake administratieve vereenvoudiging en elektronische administratie bedoeld in de samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, met name « e-Wallonie-Bruxelles Simplification », afgekort « eWBS »;

3° « BCED »: de Kruispuntbank voor de uitwisseling van gegevens ingesteld binnen "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" bij het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief;

4° « Minister »: de Minister belast met de administratieve vereenvoudiging en de E-Regering.

Art. 2. De volgende overheden nemen deel aan het Kadaster van de non-profit tewerkstelling :

1° het Operationeel directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst;

2° het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

3° het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), afgekort « AWIPH »;

4° de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), afgekort « FOREm »;

5° het « Institut wallon de Formation en alternance et des Indépendants et des P.M.E. » (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en K.M.O.'s), afgekort « IFAPME »;

6° het « Fonds du Logement de Wallonie » (Huisvestingsfonds van Wallonië), afgekort « FLW ».

Art. 3. De lijst van de stelsels waarop het « CENM » betrekking heeft wordt door de Regering opgesteld.

Art. 4. De toegang en de rechtzetting worden aangevraagd via de beheerder van het « CENM », die de aanvragen aan de authentieke bronnen en aan de banken van gegevens uit authentieke bronnen richt met inachtneming van :

1° de artikelen 10, § 1, en 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens alsook de besluiten genomen ter uitvoering van de wet;

2° artikel 17 van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief.

Er kan een raadpleging in elektronische vorm georganiseerd worden en ook voorzien worden in de mogelijkheid om op papierdrager te raadplegen.

HOOFDSTUK II - Beheerder van het « CENM » en modaliteiten tot samenwerking met de deelnemers

Art. 5. Binnen de organisationele pool van de « BCEDE », ingesteld binnen « e-Wallonie-Bruxelles Simplification » wordt een dienst van het « CENM » opgericht.

De dienst is de beheerder van het « CENM » en wordt door de « BCEDE » gesteund.

Onverminderd de voorschriften van artikel 6 en de volgende artikelen, staat de dienst onder het hiërarchische gezag van de leidend ambtenaar van « e-Wallonie-Bruxelles Simplification » die er het dagelijks beheer van waarneemt en zijn de organisatie- en werkingsregels die op « e-Wallonie-Bruxelles Simplification » toepasselijk zijn, toepasselijk op de dienst van het « CENM ».

Art. 6. § 1. Het strategisch en operationeel beheer van het « CENM » wordt toevertrouwd aan het sturingscomité dat samengesteld is als volgt :

1° een vertegenwoordiger van de beheerder van het « CENM »;

2° twee vertegenwoordigers van de « BCEDE », onder wie één van de informaticapool afkomstig van de diensten van de Waalse Regering belast met de administratieve informatica;

3° de leidend ambtenaar van « e-Wallonie-Bruxelles Simplification » of de persoon aan wie hij machtiging verleent;

4° een vertegenwoordiger aangewezen door elke deelnemer aan het Kadaster van de non-profit tewerkstelling.

De leden van het sturingscomité zijn stemgerechtigd.

§ 2. De volgende personen hebben zitting met raadgevende stem binnen het sturingscomité :

1° een vertegenwoordiger van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek), afgekort « IWEPES »;

2° een vertegenwoordiger van de Directie Non-profit tewerkstelling van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. § 1. Het sturingscomité wordt belast met:

1° het opmaken van het strategisch plan van de activiteiten van het « CENM » en van het jaarlijks activiteitenprogramma;

2° de vastlegging van de begroting van een boekjaar met inachtneming van het kalender waarin de budgettaire omzendbrief voorziet en, desgevallend, met de bijsturing ervan in de loop van het boekjaar;

3° de goedkeuring van het jaarlijkse activiteitenrapport dat een balans bevat van de acties die tijdens het afgelopen jaar gevoerd werden ten opzichte van het vastgelegde jaarlijkse activiteitenprogramma, de informatie over de globale evolutie van het « CENM » en de becijferde gegevens;

4° de vastlegging van de rekeningen van het afgelopen jaar die bij het jaarlijkse activiteitenrapport gevoegd zullen worden;

5° de goedkeuring van de overheidsopdrachten betreffende leveringen of diensten die nodig zijn voor het « CENM ».

§ 2. Het strategisch plan van de activiteiten van het « CENM » en het jaarlijks activiteitenrapport worden binnen de maand waarin ze opgemaakt worden voor advies aan de « Conseil économique et social de Wallonie » voorgelegd vooraleer ze definitief goedgekeurd worden door het sturingscomité.

Art. 8. Het sturingscomité kan al naar gelang van de behoeften externe deskundigen bij zijn besprekingen betrekken.

Art. 9. Het sturingscomité wordt beurtelings en per kalenderjaar voorgezeten door de vertegenwoordigers bedoeld in artikel 2.

Het secretariaat van het sturingscomité wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van de beheerder bedoeld in artikel 7, § 1, 1°.

Art. 10. De voorzitter van het sturingscomité leidt de debatten.

De voorzitter roept de leden van het sturingscomité minstens vijf werkdagen op voorhand op per post of e-mail.

De agenda wordt nader bepaald in de oproeping. De oproeping bevat de documenten betreffende de agendapunten. In geval van dringende noodzakelijkheid kan de overdracht uiterlijk de vooravond van de vergadering plaatsvinden.

Art. 11. Het sturingscomité beraadslaagt op geldige wijze als de meerderheid van zijn stemgerechtigde leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Als het in het eerste lid bedoelde quorum niet bereikt wordt, beraadslaagt het sturingscomité onder voorbehoud van een formele bekrachtiging van zijn beslissingen in de loop van de volgende vergadering.

Art. 12. Het sturingscomité beraadslaagt collegiaal volgens de consensusprocedure.

Art. 13. In geval van dringende noodzakelijkheid of van behoorlijk gemotiveerde noodzaak kunnen de leden van het sturingscomité schriftelijk geraadpleegd worden tussen twee vergaderingen.

Met de instemming van de leden kan ook overgegaan worden tot een « elektronisch sturingscomité » dat geen vergadering met aanwezigheid vereist en een snelle bekrachtiging van een document of een belangrijke oriëntering mogelijk maakt.

Het sturingscomité beraadslaagt slechts op geldige wijze als de meerderheid van zijn leden hun stem hebben laten toekomen in de vereiste vormen en termijnen bedoeld in artikel 15.

De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen.

Elke beslissing genomen overeenkomstig de procedure bedoeld in het eerste lid moet uitdrukkelijk bekrachtigd worden tijdens de volgende vergadering van het sturingscomité.

Art. 14. De beraadslagen en beslissingen van het sturingscomité worden opgenomen in een ontwerp van notulen.

De notulen worden elektronisch aan de leden gezonden binnen vijf werkdagen, te rekenen vanaf de datum van de vergadering. De leden van het sturingscomité beschikken over tien werkdagen om hun opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Bij gebrek aan opmerking na afloop van die termijn wordt het ontwerp van notulen geacht te zijn goedgekeurd en ondertekend door de voorzitter, eventueel elektronisch.

Indien een lid van het sturingscomité een opmerking heeft geformuleerd binnen de toegestane termijn, wordt het ontwerp van notulen samen met de opmerking voorgelegd op de volgende vergadering van het sturingscomité, dat zich uitspreekt over de goedkeuring ervan.

Een afschrift van de notulen wordt elektronisch gezonden aan de leden van het sturingscomité.

De goedgekeurde notulen worden opgenomen in een bijzonder register dat beheerd wordt door de beheerder bedoeld in Hoofdstuk II. Dat register kan in elektronisch formaat gehouden worden.

Art. 15. Het sturingscomité legt zijn huishoudelijk reglement vast.

De modaliteiten voor de schriftelijke raadpleging en de elektronische raadpleging bedoeld in artikel 13 liggen vast in dat reglement.

De modaliteiten bepalen hoe dan ook de communicatiemiddelen die gebruikt worden om de leden te raadplegen, de inhoud van de schriftelijke en elektronische raadplegingen, de middelen waardoor de leden hun stem m.b.t. het voorgelegde voorstel uitbrengen en de termijn waarin de stem uitgebracht moet worden.

Art. 16. Het decreet van 27 maart 2014 tot instelling van een bank van gegevens uit authentieke bronnen betreffende de non-profit tewerkstelling in Wallonië, met name het Kadaster van de non-profit tewerkstelling in Wallonië, afgekort « CENM », en dit besluit treden in werking op 1 juli 2014.

Art. 17. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204826]

19 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mars 2014 instituant, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée Cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Vu le décret du 10 juillet 2013 portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;